

INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES PERMANENTES OU TEMPORAIRES - VÉRIFICATION INITIALE

TITRE I. INSTALLATIONS ELECTRIQUES PERMANENTES

ARTICLE 1. CONTENU DE LA MISSION

L'intervention de SOCOTEC AFRICA comporte la vérification initiale prescrite au code du travail (ou au titre « Électricité » du règlement général des industries extractives pour les établissements qui y sont assujettis).

ARTICLE 2. PRÉCISIONS COMPLÉMENTAIRES

Il appartient au client de :

- Mettre gratuitement à la disposition des vérificateurs un représentant qualifié de l'entreprise chargée de l'entretien des installations ou, à défaut, le préposé de l'établissement à cet entretien, en vue notamment d'effectuer des manoeuvres de coupure, de sectionnement et de remise en service.
- Mettre à la disposition du vérificateur, conformément aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants, les éléments d'information suivant :
 - les plans des locaux avec indication des locaux à risques particuliers (risques d'incendie ou d'explosion, notamment),
 - le plan de masse avec implantation des prises de terre et des canalisations électriques enterrées,
 - le cahier des charges technique particulières (CCTP) ayant permis la réalisation des installations,
 - les schémas unifilaires accompagnés si nécessaire d'un synoptique montrant l'articulation des différents tableaux,
 - les carnets de câbles,
 - les notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection,
 - dans le cas de locaux ou emplacements à risques d'explosion, les déclarations CE de conformité et notices d'instruction des matériels installés,
 - le descriptif des installations de sécurité et effectif maximal des différents locaux ou bâtiments,
 - la copie des attestations CONSUEL de conformité.

TITRE II. INSTALLATIONS ELECTRIQUES TEMPORAIRES

ARTICLE 3. CONTENU DE LA MISSION

L'intervention de SOCOTEC AFRICA est réalisée dans les conditions d'une vérification initiale telle que définie par le code du travail

Elle porte sur les installations désignées dans les conditions particulières de la convention.

ARTICLE 4. PRECISIONS COMPLEMENTAIRES

Il appartient au client de mettre à disposition des vérificateurs l'ensemble des éléments d'information nécessaires à l'exécution de la mission.

Dans le cadre de chantiers du bâtiment et des travaux publics, il est précisé que :

- la vérification complémentaire prévue avant le début des travaux des corps d'états secondaires visée par le code du travail n'est pas incluse dans la présente mission mais peut faire l'objet d'une prestation supplémentaire ;
- pour les chantiers de longue durée, la présente mission ne comprend pas les vérifications périodiques ultérieures qui peuvent, à la demande du client, faire l'objet d'une prestation supplémentaire.

TITRE III. PRESTATIONS OPTIONNELLES

Les prestations suivantes sont réalisées à la demande expresse du client mentionnée aux conditions particulières de la convention.

ARTICLE 5. DETECTION DES ECHAUFFEMENTS PAR THERMOGRAPHIE INFRAROUGE (HGDC)

L'intervention de SOCOTEC AFRICA porte sur les équipements désignés dans la convention ou rappelés dans la fiche d'inspection et a pour objet la détection des éventuels échauffements susceptibles d'affecter lesdits équipements.

La prestation comporte :

- l'inspection par thermographie infrarouge,
- l'établissement d'une fiche d'inspection comportant le relevé et la localisation des échauffements détectés.

La thermographie est réalisée sur les équipements dans l'état de charge qui est celui des installations au moment de l'intervention.

ARTICLE 6. DECLARATION Q18 DU PROTOCOLE APSAD (HGAE)

L'intervention de SOCOTEC AFRICA comporte la délivrance d'un compte rendu de vérification périodique Q18 des installations électriques par référence au document D18 « Installations électriques – Document technique pour la réalisation des missions de vérification et de prévention » du CNPP en vigueur.

ARTICLE 7. CONTRÔLE SUR SITE D'UNE EOLIENNE

L'intervention de SOCOTEC AFRICA porte sur les installations utilisant l'énergie mécanique du vent raccordée au réseau public de distribution ou de transport d'électricité qui font l'objet d'un contrat d'achat entre un producteur et un acheteur relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat.

La prestation comporte :

- un contrôle sur site de l'installation,
- l'établissement d'une « attestation de bureau de contrôle » conformément au contrat d'achat d'énergie électrique produite par les installations utilisant l'énergie mécanique du vent et bénéficiant de l'obligation d'achat d'électricité approuvé par le ministère chargé de l'énergie.

TITRE IV. PRESTATIONS OU VISITES SUPPLÉMENTAIRES

Ne relèvent pas de la présente mission mais peuvent faire l'objet, sur demande du client, de prestations ou visites supplémentaires, les interventions suivantes :

- vérification avant mise sous tension
- vérification périodique réglementaire
- déclaration Q19 du protocole APSAD
- vérification sur demande de l'inspecteur du travail